



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
du 27 août au 05 septembre 2025

Le Qatar promet 70 Mds USD d'investissements en Afrique australe (Botswana, Mozambique, Zambie, Zimbabwe) (Jeune Afrique)

Le fonds qatari Al Mansour Holding a annoncé le mois dernier au cours d'une tournée régionale un engagement de 70 Mds USD dans quatre pays d'Afrique australe : Botswana, Mozambique, Zambie et Zimbabwe. Ces investissements, destinés notamment aux secteurs de l'énergie, de l'agriculture, du tourisme et des mines, interviennent dans un contexte de fortes réductions de l'aide américaine.

Au Mozambique, 20 Mds USD sont prévus pour la santé et l'éducation, tandis que le Zimbabwe recevra 19 Mds USD, dont 500 M pour un projet hydroélectrique (Batoka Gorge de 2 400 MW entre la Zambie et le Zimbabwe). La Zambie et le Botswana bénéficieront respectivement de 19 et 12 Mds USD principalement dans l'énergie, les infrastructures et l'agriculture. Selon le président botswanais Duma Boko, ces fonds représentent déjà plus de la moitié du PIB du pays, fortement fragilisé par la baisse des revenus du diamant (un quart de son PIB et 80% de ses exportations) et la récente crise sanitaire ayant conduit à un état d'urgence pour pénurie de médicaments.

Cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus large des pays du Golfe, et notamment du Qatar, visant à sécuriser leurs approvisionnements en minéraux critiques et hydrocarbures, à investir dans les infrastructures énergétiques et logistiques (ports, ferroviaire, aviation) et à renforcer leur influence géopolitique dans la région. Ces investissements offrent aux pays d'Afrique australe des alternatives aux chaînes d'approvisionnement dominées par la Chine et par les investisseurs occidentaux, tout en permettant aux acteurs du Golfe de se positionner sur des projets stratégiques.

Ainsi au Botswana, les fonds qataris pourraient notamment soutenir des projets stratégiques dans le secteur du diamant, avec une éventuelle prise de contrôle de De Beers. Le pays a nommé Lazard et CBH Compagnie Bancaire Helvétique comme conseillers financiers pour cette opération, alors qu'Anglo American envisage de se retirer partiellement de sa filiale. Cette acquisition permettrait au Botswana de renforcer son contrôle sur son principal actif économique (actuellement 15%), dans un contexte de crise du secteur du diamant qui est confronté à une baisse de la demande mondiale, dû notamment à la concurrence des diamants synthétiques.

Sommaire:

Afrique du Sud

- ArcelorMittal South Africa confirme la fermeture de sa division longs aciers fin septembre et la suppression d'environ 3 500 emplois (*Business Live*)
- 97,5 MW solaires mis en service pour alimenter le complexe industriel de Sasol et l'usine d'oxygène d'Air Liquide à Secunda Damlaagte (*Crown*)
- Aspen annonce un plan de redressement en Afrique du Sud et des suppressions de postes sur son site de production français (*Reuters*)
- Crise de gouvernance à Necsa, opérateur public du nucléaire sud-africain, alors que le pays relance sa filière (*Daily Maverick*)
- Le Trésor sud-africain espère mobiliser jusqu'à 10 Mds USD de capitaux privés via l'établissement d'un nouveau mécanisme de garanties (*Business Live*)
- Les ventes de véhicules neufs en hausse sur un an (*NAMSAA*)
- L'Afrique du Sud s'apprête à réviser son cadre de ciblage de l'inflation (*CNBC*)
- L'indice de confiance des entreprises reste au-dessus de la barre des 50 points au mois d'août (*S&P Global SA*)

Angola

- Semaine pétrolière dense entre inaugurations et innovations
- Inauguration d'une raffinerie dans l'enclave de Cabinda (*Ministère des Finances*)
- Angola en négociation avec la Banque Mondiale pour des financements de 1,35 Md USD (*Banque Mondiale*)

Botswana

- Le Botswana déclare l'état d'urgence sanitaire et annonce la création d'un fonds de 362 M USD pour sécuriser l'approvisionnement en médicaments (*BBC*)

Malawi

- Les recettes liées à la vente de tabac bondissent d'au moins 30 % au Malawi

Mozambique

- Le FMI conclut une mission de consultation (*FMI*)

Zambie

- La Zambie enregistre une baisse de l'inflation (*ZamStats*)

Afrique du Sud

ArcelorMittal South Africa confirme la fermeture de sa division longs aciers fin septembre et la suppression d'environ 3 500 emplois (*Business Live*)

ArcelorMittal South Africa (Amsa) a confirmé la fermeture, d'ici fin septembre 2025, de son activité longs aciers, faute d'avoir trouvé les financements nécessaires à sa poursuite, malgré l'appui du gouvernement sud-africain. Cette décision entraînera la suppression d'au moins 3 500 emplois à Newcastle et Vereeniging où sont basées les deux aciéries concernées, voire plus de 4 000 selon les syndicats, et menace des dizaines de milliers d'emplois indirects dans les filières automobile, construction et sidérurgie locale. Pour rappel, le taux de chômage en Afrique du Sud est d'environ 33%.

L'enjeu pour la filière automobile sud-africaine, déjà fortement secouée par les taxes douanières américaines, est de trouver une alternative viable à Amsa qui fournit des pièces indispensables à l'industrie. Selon certaines estimations jusqu'à 80 000 emplois sur la chaîne de valeur seraient menacés par cette décision.

Cette annonce fait suite à des conditions économiques défavorables, à des coûts logistiques et énergétiques élevés, ainsi qu'à une concurrence accrue des importations d'acier en provenance de Chine. Au total, Amsa serait déficitaire d'environ 80 M EUR depuis 2023. Un fort soutien public – un financement de 1,7 Mds ZAR (80 M EUR) de l'Industrial Development Corporation (IDC) et plus de 400 M ZAR (20 M EUR) de subventions salariales – aura seulement permis de retarder la fermeture de quelques mois, de fin janvier à fin septembre 2025.

Les nombreuses discussions avec le gouvernement sud-africain et les parties prenantes (Eskom, Transnet, IDC...) n'auront pas permis de trouver une solution à long-terme. Toutefois, IDC n'aurait pas

renoncé à reprendre Amsa mais les discussions seraient au point mort en raison de divergences sur la valorisation. Alors qu'une offre allant jusqu'à 7 Mds ZAR (340 M EUR) aurait été évoquée, ArcelorMittal jugerait le montant insuffisant. L'IDC détient actuellement 8,2 % du capital de l'entreprise luxemburgo-indienne.

97,5 MW solaires mis en service pour alimenter le complexe industriel de Sasol et l'usine d'oxygène d'Air Liquide à Secunda Damlaagte (*Crown*)

Les opérations commerciales ont débuté à la centrale solaire Damlaagte dans la province du Free State. Il s'agit du premier projet d'une série d'IPPs (Independent Power Producers) bénéficiant d'accords d'achat d'électricité (PPAs) pour alimenter le complexe industriel de Sasol et l'usine d'oxygène d'Air Liquide à Secunda (Mpumalanga). Au total, ces contrats représentent des capacités d'environ 690 MW d'électricité renouvelable.

Cette centrale fournira environ 270 GWh d'électricité propre par an sur 20 ans, marquant une étape majeure dans la décarbonation des activités industrielles de Secunda. Sasol vise une réduction de 30 % de ses émissions d'ici 2030, tandis qu'Air Liquide prévoit une diminution de 30 à 40 % de ses émissions locales d'ici 2031.

Le site de Secunda émet à lui seul 57 MtCO₂eq ce qui en fait le site le plus émetteur de gaz à effet de serre au monde. Le niveau très élevé d'émission de carbone est lié au procédé Fischer-Tropsch (FT) utilisé qui permet de transformer le charbon en hydrocarbure.

Pour rappel, l'entreprise française Air Liquide est impliquée dans la décarbonation du site de Secunda depuis le rachat à Sasol en 2021 de 16 unités de production d'oxygène via un plan pluriannuel d'investissement et de modernisation et un recours fortement accru aux énergies renouvelables. Lors du Sommet UE-Afrique du Sud de mars

dernier, l'Union Européenne s'est également engagée à accompagner la décarbonisation de Sasol, notamment via le soutien à la production de carburants renouvelables.

Dans un pays où plus de 80 % de l'électricité provient du charbon et où le réseau d'Eskom reste fragile, la mise en service de ces PPAs privés illustre le virage énergétique pour permettre aux industriels de sécuriser leur approvisionnement en énergie propre et aligner l'industrie sud-africaine sur les objectifs climatiques mondiaux.

Aspen annonce un plan de redressement en Afrique du Sud et des suppressions de postes sur son site de production français (Reuters)

Le groupe pharmaceutique sud-africain Aspen a publié ses comptes pour l'exercice 2024-2025 marqué par une perte de 1,1 Mds ZAR (50 M EUR) due à la fin d'un contrat majeur de production de vaccins à ARNm. Les détails concernant le différend autour de ce contrat de fabrication restent confidentiels mais cela a eu un impact direct sur les revenus de fabrication d'Aspen, qui ont chuté de 21 % à 530 M EUR.

Pour redresser la situation, Aspen mise sur la commercialisation d'un contrat d'insuline en Afrique du Sud et la production de médicaments GLP-1 pour traiter le diabète et l'obésité, avec un objectif de revenus atteignant 1 Mds ZAR (50M EUR) d'ici 2027. Le groupe prévoit également de produire des vaccins pédiatriques pour le Serum Institute of India à partir de 2026 malgré la volonté affichée d'Aspen et du gouvernement sud-africain de soutenir le développement d'une production africaine de vaccins notamment via le laboratoire pharmaceutique sud-africain Biovac.

Dans le même temps, Aspen annonce un plan de restructuration en France, ciblant son site de Notre-Dame-de-Bondeville près de Rouen, spécialisé dans les médicaments génériques injectables. Sur les 850 salariés, environ 200 postes pourraient être

supprimés d'ici fin 2025, principalement via non-renouvellement de CDD et intérimaires, suivi de ruptures conventionnelles à partir de janvier 2026. Les représentants syndicaux dénoncent une communication tardive et une stratégie floue, alors que la mairie souligne que des projets d'agrandissement du site étaient encore prévus récemment.

Cette annonce intervient alors qu'Aspen a développé des liens financiers et institutionnels forts avec la France notamment via la participation de Proparco à un prêt de 500 M EUR afin de soutenir la production et la distribution de médicaments et de vaccins en Afrique. Aspen était également présent lors du lancement du African Vaccine Manufacturing Accelerator (AVMA) au Global Forum for Vaccine Sovereignty à Paris en juin 2024 en présence du président Macron.

Crise de gouvernance à Necsa, opérateur public du nucléaire sud-africain, alors que le pays relance sa filière (Daily Maverick)

La Nuclear Energy Corporation of South Africa (Necsa), opérateur public stratégique du nucléaire sud-africain, est plongée dans une crise de gouvernance après la démission de cinq membres de son conseil d'administration, le laissant incapable de délibérer légalement. Cette situation survient alors que le gouvernement prévoit de renforcer et d'élargir le rôle du nucléaire dans le mix énergétique national, illustré par la volonté du ministre de l'Électricité et de l'Énergie, Dr. Kgosisentsho Ramokgopa, de relancer un appel d'offres pour la construction de 2 500 MW de capacité nucléaire, avec une perspective à long terme pouvant atteindre 10 GW supplémentaires. Rappelons que l'Afrique du Sud possède la seule centrale nucléaire commerciale en activité sur le continent, la centrale de Koeberg (1 800 MW), construite et exploitée en coopération avec la France.

Selon un audit interne et des documents consultés par *Daily Maverick*, le CEO Loyiso Tyabashe et la CFO Precious Hawadi sont accusés d'avoir mal représenté les finances de l'entreprise pour justifier des augmentations salariales pour les cadres supérieurs, alors que la majorité du personnel n'a reçu que des hausses inférieures à l'inflation. La direction conteste ces accusations et a obtenu le retrait des procédures disciplinaires jugées « illégales » par le tribunal.

La paralysie du conseil intervient alors que Necsa est au cœur de projets majeurs, notamment la fermeture progressive du réacteur de recherche Safari-1 et la construction de nouvelles installations de recherche, pour lesquelles le gouvernement a alloué plus de 1,2 Mds ZAR (60 M EUR) sur trois ans. Les experts soulignent que ces problèmes de gouvernance posent un risque significatif pour la bonne gestion des fonds publics et la sécurité de projets nucléaires stratégiques.

Le Trésor sud-africain espère mobiliser jusqu'à 10 Mds USD de capitaux privés via l'établissement d'un nouveau mécanisme de garanties (*Business Live*)

Le gouvernement sud-africain met actuellement en place, avec l'appui de la Banque mondiale, un mécanisme de garantie de crédit (*credit guarantee vehicle - CGV*) destiné à soutenir les investissements. Le ministère des Finances injecterait 2 Mds ZAR (environ 100 MEUR) d'*equity* dans ce nouveau mécanisme, qui serait également alimenté par des contributions des banques internationales de développement. La Banque mondiale le financerait à hauteur de 200 MUSD et la DBSA s'est également montrée intéressée à investir. Le gouvernement espère mobiliser jusqu'à 10 Mds USD de capitaux dans les prochaines années via ce mécanisme, qui permettrait notamment de financer les importants investissements attendus dans le domaine de la transmission électrique

(besoins estimés à plus de 400 Mds ZAR dans les dix prochaines années, avec l'objectif de construire 14 500 km de nouvelles lignes de transmission).

Les ventes de véhicules neufs en hausse sur un an (NAMSAA)

Selon les données publiées par l'association des constructeurs automobiles sud-africains (Namsaa - *National Association of Automobile Manufacturers of South Africa*), les ventes de véhicules neufs ont atteint 51 880 unités en août 2025 sur le marché domestique, soit une hausse de 18,7% sur un an. Malgré l'introduction de droits de douane sur les exportations vers les États-Unis (fixés à 25% pour les véhicules automobiles), les exportations de véhicules restent résilientes à ce stade : 37 500 véhicules ont ainsi été exportés en août 2025 (soit +6,2% par rapport au mois d'août 2024). Depuis le début de l'année 2025, les exportations de véhicules sont en hausse de 3,0% par rapport à la même période de l'année précédente.

L'Afrique du Sud s'apprête à réviser son cadre de ciblage de l'inflation (CNBC)

Le ministre des Finances Enoch Godongwana et le gouverneur de la banque centrale (SARB), Lesetja Kganyago, ont publié cette semaine une déclaration conjointe sur la fourchette cible de l'inflation. Lors de sa réunion de juillet, la SARB a réaffirmé sa préférence pour que l'inflation reste proche du bas de la fourchette cible, actuellement fixée de 3% à 6 %. Le Trésor a également souligné qu'une inflation faible et stable permettrait de soutenir la croissance et que les objectifs de la politique monétaire avaient largement été atteints.

Le *Macroeconomic Standing Committee* (MSC) mène actuellement une revue détaillée sur le caractère adéquat du ciblage de l'inflation, et devrait bientôt

soumettre ses recommandations au ministre et au gouverneur de la SARB. L'éventuelle modification de la fourchette cible sera annoncée par le ministre des Finances E. Godongwana.

L'indice de confiance des entreprises reste au-dessus de la barre des 50 points au mois d'août (S&P Global SA)

L'indice PMI (*Purchasing Manager Index*) S&P Global SA a atteint 50,1 points en août 2025, après 50,3 points en juillet. L'indicateur, qui mesure la confiance du secteur privé dans son ensemble (secteurs minier, manufacturier, des services, de la construction et du commerce – sur la base de données recueillies auprès d'un panel de 400 entreprises), reste ainsi au-dessus de la barre des 50 points, signe d'une perception de croissance de l'activité par les chefs d'entreprises.

Les entreprises ont bénéficié de moindres pressions sur les coûts, notamment grâce à l'appréciation du rand. Les nouvelles commandes ont augmenté, portées par la demande intérieure, tandis que les exportations ont ralenti sous l'effet des nouveaux droits de douane américains. Malgré les incertitudes liées au contexte international et à l'avenir du gouvernement d'unité nationale (GNU), les dirigeants restent confiants quant à l'évolution de la production.

Angola

Semaine pétrolière dense entre inaugurations et innovations

L'Angola a connu une semaine riche en annonces pour son secteur pétrolier. À Ambriz, chez Petromar, TotalEnergies a lancé le programme de contenu local de son projet Kaminho (6 Mds USD), premier développement en eaux profondes du bassin du Kwanza, qui doit produire jusqu'à 70 000 barils/jour à partir de 2028. Dans le même temps, le pays a inauguré la

raffinerie de Cabinda (500 M USD), dotée d'une capacité initiale de 30 000 barils/jour, destinée à réduire les importations de carburants (projet d'extension à 60 000 barils/jour pour un coût total de 1 Md USD. TotalEnergies a également annoncé le premier baril des projets CLOV Phase 3 (bloc 17) et Begonia (bloc 17/06), qui ajoutent ensemble 60 000 barils/jour à la production nationale. Begonia constitue une première mondiale : un champ en ultra-profond (1 400 m d'eau) raccordé au FPSO Pazflor d'un autre bloc, une innovation qui optimise les coûts et l'efficacité opérationnelle de 2 groupements pétroliers sous PSC différents (opérateur + associés). En parallèle, la grande conférence Angola Oil & Gas a rassemblé à Luanda majors, prestataires et décideurs. A cette occasion, la multinationale britannique Shell a officialisé son retour en Angola, après 25 ans, en signant un protocole d'accord avec l'Agence nationale du pétrole, du gaz et des biocarburants (ANPG), en partenariat avec Chevron et Sonangol. L'accord vise des études conjointes pour l'exploration dans le bloc 33 (le bassin du Congo). Enfin, une délégation d'une dizaine d'entreprises françaises, accompagnée par Business France, a profité de l'événement pour explorer de nouvelles opportunités dans la chaîne de valeur pétrolière, gazière, de transition énergétique et de décarbonation.

Inauguration d'une raffinerie dans l'enclave de Cabinda (Ministère des Finances)

Le Président angolais a inauguré le 1er septembre la raffinerie de Cabinda dont les travaux avaient pris du retard en raison des difficultés de financement de ce vaste projet. Dans une première phase, la raffinerie aura une capacité de traitement de 30 000 barils de pétrole par jour qui sera portée à 60 000 barils dans une 2^{ème} phase. La raffinerie produira du diesel, du carburant d'aviation, du fioul

lourd et du naphta, réduisant ainsi la dépendance vis-à-vis des importations et assurant l'approvisionnement national en produits essentiels à la mobilité, à la production d'énergie et au développement industriel. Au cours de la première phase, 473 M USD ont été investis, dont 138 M USD de fonds propres (*equity*) apportés par les promoteurs du projet, principalement Gemcorp Holdings Limited (GHL) et Sonangol alors que 335 M USD ont été ajoutés par un financement de projet, orchestré par Africa Finance Corporation (AFC) et Afreximbank, avec la participation d'un consortium d'institutions financières internationales et locales: *Industrial Development Corporation* (IDC) d'Afrique du Sud, Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), *Banco de Fomento Angola* (BFA). Gemcorp est l'actionnaire majoritaire (avec 90 %, Sonangol détenant 10 %) et leader du projet via sa filiale GHL et a coordonné l'exécution des travaux, avec Odebrecht Angola en tant que responsable de l'ingénierie et de la construction, alors qu'environ 200 entreprises angolaises ont été mobilisées et que la fourniture d'équipements a impliqué plus de 500 entreprises de 15 pays (solutions d'ingénierie, adoption de technologies de pointe dont une unité sans torchage, conformément aux normes de qualité internationales, la sécurité et la durabilité environnementale). Le secteur du raffinage pétrolier connaît actuellement une bonne dynamique en Angola puisque parallèlement, le Président angolais a reçu le Président Exécutif d'ENI qui lui a annoncé l'intention du groupe italien d'agrandir la raffinerie de Luanda (la seule opérationnelle à ce jour dans le pays)

Angola en négociation avec la Banque Mondiale pour des financements de 1,35 Md USD (*Banque Mondiale*)

Le gouvernement angolais est en discussion avancée avec la Banque mondiale pour mobiliser jusqu'à 1,355

Md USD de financements. Ce montant couvrirait trois axes prioritaires : le renforcement du système de santé, le développement des infrastructures électriques et un appui direct au budget de l'État. Le premier projet, évalué à 253 M USD, vise à améliorer la préparation et la résilience du pays face aux urgences sanitaires, notamment par l'acquisition de matériel, la vaccination et la réhabilitation des soins intensifs. Le second, estimé à 350 M USD, prévoit l'expansion du réseau de transmission électrique dans le sud du pays, avec une interconnexion vers la Namibie. Enfin, un appui budgétaire (*Development Policy Operations – DPO*) d'environ 750 M USD, adossé à une garantie de la Banque, permettrait au Trésor d'accéder à de nouvelles lignes de financement auprès des banques commerciales.

Comme pour les précédents programmes de financement, ces prêts s'accompagnent d'une conditionnalité stricte, la poursuite de la réduction des subventions aux carburants, à l'électricité et à l'eau, ainsi que des réformes fiscales visant à élargir les recettes non pétrolières. Si elles aboutissent, ces négociations porteraient l'encours de la dette angolaise auprès de la Banque mondiale à plus de 6 Mds USD, consolidant l'institution comme un partenaire clé du financement extérieur du pays.

Botswana

Le Botswana déclare l'état d'urgence sanitaire et annonce la création d'un fonds de 362 M USD pour sécuriser l'approvisionnement en médicaments (*BBC*)

Le président du Botswana, Duma Boko, a déclaré le 25 août 2025 l'état d'urgence sanitaire face à une pénurie de médicaments et d'équipements médicaux jugée critique. Pour y répondre, le gouvernement lance le « Health First Botswana Partnership Fund », destiné à être doté de 362 M USD destiné à réformer la chaîne d'approvisionnement et réduire

l'influence des intermédiaires. Une enveloppe d'urgence d'environ 18 M USD a été débloquée pour l'achat et la distribution immédiate de fournitures essentielles, placée sous supervision militaire afin d'assurer une logistique rapide jusqu'à dans les zones rurales.

Le pays, qui compte 2,5 millions d'habitants, est fortement fragilisé par la baisse des revenus du diamant, pilier de son économie, ainsi que par la réduction de l'aide américaine, qui finançait auparavant près d'un tiers de la lutte contre le VIH. Le ministère de la Santé, qui affiche une dette supérieure à 70 M USD liée notamment aux soins dans le secteur privé, a dû suspendre les opérations non urgentes, dont les greffes d'organes. Les pénuries concernent notamment les traitements contre le cancer, le VIH et la tuberculose.

Le président Boko, élu en 2024 après avoir mis fin à 58 ans de domination du Botswana Democratic Party (BDP), a fait de la diversification économique et du renforcement du système de santé ses priorités. « Nous ne nous reposerons pas tant que l'ensemble de la chaîne de valeur des achats publics n'aura pas été réformée », a-t-il déclaré.

Malawi

Les recettes liées à la vente de tabac bondissent d'au moins 30 % au Malawi

Les recettes issues du tabac au Malawi sont déjà supérieures de 30 % en 2025 au total enregistré sur l'ensemble de l'année 2024, malgré une baisse significative des prix moyens. Selon AHL Tobacco Sales Limited, un volume total de 205,3 millions de kilogrammes avait été vendu au 29 août 2025, contre 133,4 millions de kilogrammes pour l'ensemble de la saison 2024. À ce stade de la saison, les recettes liées à la vente de tabac atteignent 517 M USD, contre 396 M USD au total sur l'ensemble de l'année 2024.

Mozambique

Le FMI conclut une mission de consultation (FMI)

Une équipe du FMI dirigée par M. Pablo Lopez Murphy s'est rendue au Mozambique du 21 au 29 août 2025 afin d'évaluer la situation macroéconomique et financière du pays. Les discussions avec les autorités ont porté sur les déséquilibres budgétaires et extérieurs, la stabilité macroéconomique et la croissance inclusive. Selon le communiqué publié par l'institution monétaire à la fin de la mission, l'économie mozambicaine serait en voie de redressement après un net ralentissement fin 2024, avec une croissance du PIB projetée à 2,5 % en 2025, tirée par la reprise des services. Les recettes fiscales ont augmenté de 2,6 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2025 (après -4,9 % au T1). L'inflation reste contenue à 4 %, tandis que la banque centrale poursuit sa politique d'assouplissement monétaire (-700 points de base depuis janvier 2024) et a réduit les réserves obligatoires de 39 % à 29 % en janvier 2025. Le déficit du compte courant est resté modéré à 1,3 milliard USD au 1er semestre, en raison de conditions financières strictes et d'une pénurie de devises qui freine les importations. L'écart entre les taux de change officiel et parallèle s'est accru par rapport à 2024. Les déséquilibres budgétaires et extérieurs persistent, avec un déficit public de 2,4 % du PIB au premier semestre 2025 et des tensions accrues sur le marché des changes. Le FMI recommande un ajustement budgétaire anticipé et une plus grande flexibilité du taux de change afin de restaurer la stabilité, réduire les vulnérabilités liées à la dette et soutenir une croissance inclusive.

Zambie

La Zambie enregistre une baisse de l'inflation (ZamStats)

Selon l'agence nationale de statistiques zambienne (ZamStats), l'inflation en glissement annuel a ralenti à 12,6 % en août, après 13,0 % en juillet. Ce recul s'explique notamment par la baisse des prix des denrées alimentaires (+14,9 % en g.a., contre 15,3 % en juillet) et des produits non alimentaires (+9,3 % en g.a., contre 9,7 % en juillet). La Zambie, deuxième producteur africain de cuivre, bénéficie de la hausse des prix du métal, ce qui a permis au kwacha de s'apprécier de près de 19 % face à l'USD depuis le début de l'année. Dans ce contexte, la Banque centrale a choisi à ce stade de maintenir son taux directeur à 14,5 %. Elle table toutefois sur une baisse continue de l'inflation, qui atteindrait 7,7% en moyenne en 2026 (après 13,3 % en 2025), revenant dans sa fourchette cible (6% à 8%) dès le premier trimestre 2026.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo
jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr